

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DE SASSENAGE

RÉUNION DU 16 juin 2016

L'an deux mille seize, le seize juin deux mille seize, le conseil municipal de la Ville de SASSENAGE s'est réuni en session ordinaire après convocation légale adressée le 08 juin 2016, sous la présidence de Monsieur Christian COIGNÉ, Maire.

Etaient présents : M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - Mme Sandrine VITALI - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - M. Amédée MATRAIRE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUA - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD

Absent(s) ayant donné pouvoir : Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE à Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. Adrien PSILA à M. Dominique IZZO - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY à Mme Brigitte GALLO - M. David BUISSON à M. Christian COIGNÉ - Mme Florence PARVY à M. Yannick BELLE -

Absent(s) :

| | | |
|-----------------------------------|---|----|
| Nombre de conseillers en exercice | : | 33 |
| Nombre de conseillers présents | : | 28 |
| Nombre de votants | : | 33 |

Le Maire, Président de séance, a constaté que le quorum était atteint.

Conformément à l'article L.2125-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Brigitte GALLO a été désignée comme secrétaire de séance.

Le compte rendu de la réunion du Conseil Municipal du 7 avril 2016 a été approuvé à l'unanimité des membres présents et représentés.

Monsieur le Maire a informé les membres du conseil municipal des décisions municipales qu'il a pris depuis sa dernière réunion en séance, sur le fondement des délégations de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales et de la délibération municipale du 15 avril 2014.

Puis, l'exposé des questions à l'ordre du jour a commencé.

| |
|---|
| 1 - DGS – ADMINISTRATION GÉNÉRALE – MAINTIEN OU NON D'UN ADJOINT DANS SES FONCTIONS SUITE À UN RETRAIT DE DÉLÉGATION |
|---|

Christian COIGNÉ,

VU l'article L. 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

VU l'article 142 de la loi « responsabilités et libertés locales » du 13 août 2004 modifiant l'article L2122-18 du CGCT et notamment le 3^{ème} alinéa désormais rédigé comme suit :
« lorsque le maire a retiré les délégations qu'il avait données à un adjoint, le conseil municipal doit se prononcer sur le maintien de celui-ci dans ses fonctions ».

VU la délibération municipale du 17 décembre 2015 portant Madame Sandrine VITALI au rang de 5^{ème} adjointe au maire ;

VU l'arrêté municipal n°2015-387 en date du 28 décembre 2015 portant délégation de fonctions au cinquième adjointe au Maire ;

VU l'arrêté municipal n° 2016-101 du 6 avril 2016 rapportant la délégation de fonctions qui avait été accordée à la cinquième adjointe au Maire,

SUITE au retrait le 6 avril 2016 par M. le Maire de la délégation donnée à Mme Sandrine VITALI, cinquième adjointe au Maire, déléguée à l'animation communale et au dynamisme commercial ;

PROPOSE aux membres du Conseil Municipal :

DE SE PRONONCER sur le retrait de Mme Sandrine VITALI, de ses fonctions de cinquième adjointe au Maire.

Madame Sandrine VITALI ne prend pas part au vote et quitte la salle.

A compter de ce moment et pour les prochaines délibérations,

Étaient présents : M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - M. Amédée MATRAIRE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD

Absent(s) ayant donné pouvoir : Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE à Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. Adrien PSILA à M. Dominique IZZO - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY à Mme Brigitte GALLO - M. David BUISSON à M. Christian COIGNÉ - Mme Florence PARVY à M. Yannick BELLE -

Absent(s) excusés : Mme Sandrine VITALI

| | | |
|-----------------------------------|---|----|
| Nombre de conseillers en exercice | : | 33 |
| Nombre de conseillers présents | : | 27 |
| Nombre de votants | : | 32 |

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par TREIZE voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Séverin BATFROI - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - M. David BUISSON - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - M. Jean-Pierre RAVETTO - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI -**

*** NEUF voix CONTRE, M. Dominique IZZO - M. Adrien PSILA - Mme Evelyne ARNAUD - M. Yannick BELLE - Mme Florence PARVY - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD**

*** DIX ABSTENTION(S), M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - Mme Christine DURAND - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - Mme Gaëlle BUREL - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Francette GIERCZAK - M. Amédée MATRAIRE -**

DECIDE,

DE SE PRONONCER pour le retrait de Mme Sandrine VITALI, de ses fonctions de cinquième adjointe au Maire.

Madame Sandrine VITALI perd des fonctions de cinquième adjointe au Maire et reste conseillère municipale de Sassenage.

**2 - DGASR – PÔLE FINANCES ET PROGRAMMATION –
AUTORISATION DONNÉE AU MAIRE DE SIGNER UNE CONVENTION D'OBJECTIFS
AVEC L'ASSOCIATION ENS (ENVIRONNEMENT ET NATURE À SASSENAGE)**

Michel VENDRA,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

VU la Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et notamment son article 10 ;

VU l'article 1 du décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

VU la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire ;

VU la délibération n° 6 du conseil municipal du 07 avril 2016 approuvant le programme de répartition des subventions et l'inscription des crédits nécessaires au budget primitif principal 2016 de la Ville ;

CONSIDERANT que le Conseil Municipal a attribué à l'association ENS (Environnement et Nature à Sassenage) un montant de subvention de fonctionnement de 3 000 euros au budget primitif 2016 de la Ville ;

CONSIDERANT qu'un montant de 7 000 euros non affecté, destiné à l'attribution de subventions exceptionnelles en cours d'exercice budgétaire a été voté au budget primitif principal 2016 de la Ville ;

CONSIDERANT que la commune de Sassenage reconnaît à ENS des compétences dans le domaine de l'environnement et notamment des compétences pédagogiques à destination du public jeune ;

CONSIDERANT que la Ville de Sassenage souhaite initier un partenariat avec l'association ENS, la protection de l'Environnement étant l'une des priorités de la municipalité ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'ATTRIBUER 5 000 euros de subvention complémentaire à l'ENS, destinés au soutien de projets pédagogiques des écoles municipales, qui seront pris sur le montant de 7 000 euros de subventions exceptionnelles non affectées déjà votées au budget primitif 2016 ;

D'APPROUVER la signature par le Maire d'une convention d'objectifs avec l'ENS, dont un projet est annexé ;

DE RAPPELER que la subvention totale de la Ville de Sassenage à l'ENS pour l'année 2016 s'élève à 8 000 euros, dont 1 000 € de soutien à l'activité générale de l'association et 7 000 € affectée exclusivement au soutien de projets pédagogiques des écoles municipales ayant une thématique environnementale

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ATTRIBUER 5 000 euros de subvention complémentaire à l'ENS, destinés au soutien de projets pédagogiques des écoles municipales, qui seront pris sur le montant de 7 000 euros de subventions exceptionnelles non affectées déjà votées au budget primitif 2016 ;

D'APPROUVER la signature par le Maire d'une convention d'objectifs avec l'ENS, dont un projet est annexé ;

DE RAPPELER que la subvention totale de la Ville de Sassenage à l'ENS pour l'année 2016 s'élève à 8 000 euros, dont 1 000 € de soutien à l'activité générale de l'association et 7 000 € affectée exclusivement au soutien de projets pédagogiques des écoles municipales ayant une thématique environnementale

| |
|--|
| <p>3 - DGASR – PÔLE FINANCES ET PROGRAMMATION – CRÉATION D'UNE NOUVELLE TRANCHE TARIFAIRE (SCOLAIRE ET PÉRISCOLAIRE, CENTRE ASSOCIATIF SAINT-EXUPÉRY, CENTRES DE LOISIRS, JEUNESSE ET CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT COMMUNAL)</p> |
|--|

Christine DURAND,

VU l'article L.2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération du conseil municipal du 8 juin 2009 instituant une tarification solidaire ;

VU la délibération du conseil municipal du 28 juin 2010 modifiant les tranches de quotient familial ;

VU la délibération municipale du 7 juillet 2011 modifiant le mode de calcul de tarifs de l'ensemble des services à la population utilisant un quotient familial (hors petite enfance) ;

VU la délibération municipale du 3 juillet 2014 instaurant une nouvelle tranche de quotient familial ;

VU les délibérations municipales n° 15 et 16 du 2 juillet 2015 déterminant les tarifs des activités du centre associatif pour la saison 2015 / 2016 et créant des tranches de quotient familial supplémentaires ;

CONSIDERANT les tranches de quotients actuels ;

CONSIDERANT la volonté que la politique tarifaire de Sassenage tienne compte de critères économiques et sociaux pour déterminer les tarifs les plus équitables ;

PROPOSE, à partir du 11 juillet 2016, la création d'une 1^{ère} tranche tarifaire pour le quotient familial inférieur ou égal à 380, applicable aux services municipaux rendus aux usagers dans les domaines du scolaire, du périscolaire, des centres de loisirs, de la jeunesse, du Conservatoire à Rayonnement Communal de Sassenage et du centre associatif Saint-Exupéry ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE CREER une 1^{ère} tranche tarifaire pour le quotient familial inférieur ou égal à 380 applicable aux activités organisées par les services municipaux rendus aux usagers dans les domaines suivants :

- Scolaire et périscolaire,
- Centres de loisirs
- Jeunesse,
- Conservatoire à Rayonnement Communal de Sassenage,
- Centre associatif Saint-Exupéry

DE DETERMINER les tarifs à compter du 11 juillet 2016 selon les catégories suivantes :

| Quotient | Inférieur ou égal à 380 | De 381 à 610 | De 611 à 762 | De 763 à 915 | De 916 à 1200 | De 1201 à 1500 | De 1501 à 2000 | Supérieur à 2000 | Extérieurs |
|----------|-------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|------------------|-------------------|-------------------|---------------------|------------|
|----------|-------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|------------------|-------------------|-------------------|---------------------|------------|

DE PRECISER que les autres dispositions tarifaires applicables restent sans changement et qu'il appartiendra au Maire de définir les montants applicables à ces catégories, par décision municipale, en vertu de la délégation qui lui a été accordée par délibération municipale du 15 avril 2014.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

DE CREER une 1^{ère} tranche tarifaire pour le quotient familial inférieur ou égal à 380 applicable aux activités organisées par les services municipaux rendus aux usagers dans les domaines suivants :

- Scolaire et périscolaire,
- Centres de loisirs
- Jeunesse,
- Conservatoire à Rayonnement Communal de Sassenage,
- Centre associatif Saint-Exupéry

DE DETERMINER les tarifs à compter du 11 juillet 2016 selon les catégories suivantes :

| Quotient | Inférieur ou égal à 380 | De 381 à 610 | De 611 à 762 | De 763 à 915 | De 916 à 1200 | De 1201 à 1500 | De 1501 à 2000 | Supérieur à 2000 | Extérieurs |
|----------|-------------------------|--------------|--------------|--------------|---------------|----------------|----------------|------------------|------------|
|----------|-------------------------|--------------|--------------|--------------|---------------|----------------|----------------|------------------|------------|

DE PRECISER que les autres dispositions tarifaires applicables restent sans changement et qu'il appartiendra au Maire de définir les montants applicables à ces catégories, par décision municipale, en vertu de la délégation qui lui a été accordée par délibération municipale du 15 avril 2014.

**4 - DGASR – PÔLE FINANCES ET PROGRAMMATION - VIE ASSOCIATIVE –
SUBVENTION VERSÉE POUR LE FONCTIONNEMENT DE L'ASSOCIATION « LA REINE
BLANCHE DE SASSENAGE »**

Michel VENDRA,

VU l'article 6 de la loi du 1er juillet 1901, relative au contrat d'association ;

VU les articles 9 et 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU la circulaire n° 5811/SG du Premier Ministre en date du 25 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

VU l'article L 1611-4 du code général des collectivités territoriales relatif au contrôle sur les associations subventionnées ;

VU la délibération du conseil municipal du 07 avril 2016 approuvant le budget primitif principal 2016 ;

CONSIDERANT que Monsieur Slavko MARJANOVIC a créé « La reine blanche de Sassenage » nouvelle association de jeu d'échecs et qu'il a fait une demande de subvention de fonctionnement pour l'année 2016 ;

CONSIDERANT que l'aide de la Ville de Sassenage a vocation à contribuer au financement global de l'activité de cette association ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'ATTRIBUER une subvention de fonctionnement à l'association « La reine blanche de Sassenage » dont le siège social est situé au centre associatif Saint-Exupéry, 4 bis square de la Libération 38360 SASSENAGE, d'un montant de 200 € (deux cent euros),

DE PRECISER que la dépense sera imputée sur les crédits déjà inscrits au compte budgétaire 6574 du budget principal 2016 de la Ville

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ATTRIBUER une subvention de fonctionnement à l'association « La reine blanche de Sassenage » dont le siège social est situé au centre associatif Saint-Exupéry, 4 bis square de la Libération 38360 SASSENAGE, d'un montant de 200 € (deux cent euros),

DE PRECISER que la dépense sera imputée sur les crédits déjà inscrits au compte budgétaire 6574 du budget principal 2016 de la Ville

| |
|---|
| 5 - DGASR - PÔLE FINANCES ET PROGRAMMATION - BUDGET PRINCIPAL- RESTES À RÉALISER |
|---|

Jérôme MERLE,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2311-1 et suivants, L.2321-1 et suivants, L.2331-1 et suivants, R2311-1 et suivants, R2321-1 et suivants, R2331-1 et suivants ;

VU la délibération n° 3 en date du 7 avril 2016 portant sur l'affectation des résultats 2015 ;

VU la délibération n° 4 en date du 7 avril 2016 portant approbation du Budget Primitif 2016 ;

CONSIDERANT qu'il convient de préciser le résultat des restes à réaliser 2015 en dépenses d'investissement

PROPOSE au conseil municipal :

DE PRECISER le solde des restes à réaliser 2015 en dépenses d'investissement comme suit :

| | | |
|--------|---|-----------------------|
| REPORT | RESTES A REALISER(R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT- BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE | 744 541.22 € |
| | | |
| | RESTES A REALISER(R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT- BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE Compte de tiers 458501 | 1 456 748.72 € |
| | 001 TOTAL SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE | 2 201 289.94 € |

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

* par VINGT SIX voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. David BUISSON - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA

* SIX ABSTENTION(S), M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD

DECIDE,

DE PRECISER le solde des restes à réaliser 2015 en dépenses d'investissement comme cela a été proposé.

**6 - DGASR - PÔLE FINANCES ET PROGRAMMATION –
DÉCISION MODIFICATIVE N° 2016 – 01 - BUDGET PRINCIPAL**

Jérôme MERLE,

VU les articles 1612-4 et 1612-6 du Code général des collectivités territoriales qui précisent les conditions à respecter pour voter un budget en équilibre réel ;

CONSIDERANT l'exposé de la décision modificative effectué par le rapporteur à la séance du conseil municipal du 16 juin 2016;

PROPOSE au conseil municipal :

D'ADOPTER la décision modificative n°2016-01 ci-dessous, pour le budget principal :

| DECISION MODIFICATIVE N°1- BUDGET PRINCIPAL 2016 | | |
|--|---------------|----------|
| DÉSIGNATIONS | DÉPENSES | RECETTES |
| FONCTIONNEMENT | | |
| Ajustements – Transferts de crédits | | |
| BEBE-60632-MULTIACC | - 900.00 € | |
| FIN – 6811- ONV | - 100.00 € | |
| FIN-023-ONV | + 1 000.00 € | |
| FIN-022-ONV | - 10 000.00 € | |
| ETAT- 6188- ETAT | + 10 000 .00€ | |

| | | |
|--|--------------------|---------------------|
| FIN-022-ONV | - 22 780 .00 € | |
| FIN-6558-MAIRIFIN | + 22 780.00 € | |
| FIN- 6618-PPP | - 52 000.00€ | |
| FIN-66111-ONV | + 52 000.00 € | |
| FIN-022-ONV | - 6 354.00 € | |
| FIN-66111-FIN | + 6 354.00 € | |
| TOTAL FONCTIONNEMENT | 0 € | 0€ |
| INVESTISSEMENT | | |
| Ajustements – Transferts de crédits | | |
| BEBE-2188-MULTIACC | + 900.00 € | |
| FIN-28031-ONV | | -100.00 € |
| BETVOI-458201-FURON | | + 500 000.00 € |
| BETVOI-458101-FURON | + 500 000.00 € | |
| FIN-021-ONV | | +1 000.00 € |
| TOTAL INVESTISSEMENT | 500 900.00€ | 500 900.00 € |
| | | |
| TOTAL GENERAL | 500 900.00€ | 500 900.00€ |

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par VINGT SIX voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. David BUISSON - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA -**

*** SIX ABSTENTION(S), M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD**

DECIDE,

D'ADOPTER la décision modificative n°2016-01 ci-dessous, pour le budget principal, telle qu'elle a été proposée.

| |
|--|
| 7 - DGASR – PÔLE RESSOURCES HUMAINES ET COMPÉTENCES – CRÉATION DE POSTE D'AGENT DU PATRIMOINE |
|--|

Jérôme GIACHINO,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et, notamment, son article 34 précisant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ;

CONSIDERANT la mobilité de personnel ;

INDIQUE la nécessité de créer le poste budgétaire suivant, à effet au 1^{er} juillet 2016 :
1 poste à temps complet d'adjoint du patrimoine 2^{ème} classe

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'ADOPTER la création du poste budgétaire citée ci-dessus,

D'INSCRIRE au budget principal de la Ville de Sassenage les crédits nécessaires, chapitre 012.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER la création du poste budgétaire citée ci-dessus,

D'INSCRIRE au budget principal de la Ville de Sassenage les crédits nécessaires, chapitre 012.

| |
|---|
| 8 - DGASR – PÔLE RESSOURCES HUMAINES ET COMPÉTENCES – AVANCEMENTS DE GRADE |
|---|

Jérôme MERLE,

VU la loi n° 2007-209 du 19.02.2007 de modernisation de la fonction publique, et notamment son article 35 du chapitre III portant dispositions relatives à la gestion des agents territoriaux, modifiant l'article 49 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale :

«Le nombre maximum de fonctionnaires appartenant à l'un des cadres d'emplois ou corps régis par la présente loi, à l'exception du cadre d'emplois des agents de police municipale, pouvant être promus à l'un des grades d'avancement de ce cadre d'emplois ou de ce corps est déterminé par application d'un taux de promotion à l'effectif des fonctionnaires remplissant les conditions pour cet avancement de grade. Ce taux de promotion est fixé par l'assemblée délibérante après avis du comité technique paritaire.» ;

VU l'avis favorable unanime du Comité technique en date du 30 mars 2016 ;

CONSIDERANT les critères d'avancements de grade, adoptés au Comité Technique Paritaire du 3 décembre 2007, sachant qu'ils sont cumulatifs :

- remplir les conditions statutaires,
- lien avec la manière de servir, après avis de la hiérarchie de l'intéressé(e),
- lien avec le profil de poste établi au vu de l'organisation du service et des missions de service public à assurer,
- maintien de l'équilibre du déroulement de carrière des personnels appartenant au même cadre d'emplois au sein de la collectivité de Sassenage,
- sous réserve de remplir l'ensemble de ces critères, le ratio est fixé à 100 % ;

PRECISE le nombre d'agents à promouvoir, au titre de l'avancement de grade 2016, pour les grades ci-après, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2016, sauf indication spécifique citée ci-après :

Catégorie C

Avancement de grade d'agent de maîtrise à agent de maîtrise principal : 1 nomination.

Avancement de grade d'adjoint technique de 2^{ème} classe à adjoint technique de 1^{ère} classe : 6 nominations.

Avancement de grade d'adjoint technique de 1^{ère} classe à adjoint technique principal de 2^{ème} classe : 2 nominations.

Avancement de grade d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe à adjoint technique principal de 1^{ère} classe : 5 nominations dont 3 au 1^{er} septembre 2016.

Avancement de grade d'adjoint administratif de 2^{ème} classe à adjoint administratif de 1^{ère} classe : 8 nominations.

Avancement de grade d'adjoint administratif de 1^{ère} classe à adjoint administratif principal de 2^{ème} classe : 1 nomination au 1^{er} octobre 2016.

Avancement de grade d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe à adjoint administratif principal de 1^{ère} classe : 2 nominations au 1^{er} septembre 2016.

Avancement de grade d'adjoint d'animation de 2^{ème} classe à adjoint d'animation de 1^{ère} classe : 4 nominations dont 2 au 1^{er} septembre 2016.

Avancement de grade d'adjoint du patrimoine de 2^{ème} classe à adjoint du patrimoine de 1^{ère} classe : 1 nomination au 1^{er} septembre 2016.

Avancement de grade d'agent territorial spécialisé des écoles maternelles principal de 2^{ème} classe à agent territorial spécialisé des écoles maternelles principal de 1^{ère} classe : 4 nominations.

Avancement de grade d'auxiliaire de puériculture de 1^{ère} classe à auxiliaire de puériculture principal de 2^{ème} classe : 1 nomination.

Avancement de grade d'auxiliaire principal de 2^{ème} classe à auxiliaire principal de 1^{ère} classe : 3 nominations dont 2 au 1^{er} septembre 2016.

Catégorie B

Avancement de grade de rédacteur à rédacteur principal de 2^{ème} classe : 1 nomination.

Avancement de grade d'éducateur de jeunes enfants à éducateur de jeunes enfants principal : 3 nominations.

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'ADOPTER les nombres et dates d'effet des nominations liés à l'avancement de grade au titre de l'année 2016, cités ci-dessus.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER les nombres et dates d'effet des nominations liés à l'avancement de grade au titre de l'année 2016, cités ci-dessus.

| |
|---|
| 9 - DGASR – PÔLE RESSOURCES HUMAINES ET COMPÉTENCES – CRÉATIONS ET SUPPRESSIONS DE POSTES RELATIVES AUX AVANCEMENTS DE GRADE |
|---|

Jérôme MERLE,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 34 précisant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ;

VU l'avis favorable unanime du Comité technique en date du 30 mars 2016 ;

CONSIDERANT les avancements de grade au titre de l'année 2016, ayant reçu un avis favorable des commissions administratives paritaires compétentes du Centre de gestion de l'Isère ;

INDIQUE la nécessité de créer les postes budgétaires suivants, à compter du 1^{er} janvier 2016, sauf indication spécifique citée ci-après :

Catégorie C

1 poste à temps complet d'agent de maîtrise principal

6 postes à temps complet d'adjoint technique 1^{ère} classe

2 postes à temps complet d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe

5 postes à temps complet d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe, dont 3 à effet au 1^{er} septembre 2016

8 postes à temps complet d'adjoint administratif 1^{ère} classe

1 poste à temps complet d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe, à effet au 1^{er} octobre 2016

2 postes à temps complet d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe, à effet au 1^{er} septembre 2016

4 postes à temps complet d'adjoint d'animation 1^{ère} classe, dont 2 à effet au 1^{er} septembre 2016

1 poste à temps complet d'adjoint du patrimoine 1^{ère} classe, à effet au 1^{er} septembre 2016

4 postes à temps complet d'agent territorial spécialisé des écoles maternelles principal 1^{ère} classe

1 poste à temps complet d'auxiliaire de puériculture principal 2^{ème} classe

3 postes à temps complet d'auxiliaire de puériculture principal 1^{ère} classe, dont 2 à effet au 1^{er} septembre 2016

Catégorie B

1 poste à temps complet de rédacteur principal de 2^{ème} classe

3 postes à temps complet d'éducateur principal de jeunes enfants

INDIQUE la nécessité de supprimer les postes budgétaires suivants, liés aux créations de postes budgétaires citées ci-dessus, aux mêmes dates d'effet :

Catégorie C

1 poste à temps complet d'agent de maîtrise

6 postes à temps complet d'adjoint technique 2^{ème} classe

2 postes à temps complet d'adjoint technique de 1^{ère} classe

5 postes à temps complet d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe, dont 3 à effet au 1^{er} septembre 2016

8 postes à temps complet d'adjoint administratif 2^{ème} classe

1 poste à temps complet d'adjoint administratif de 1^{ère} classe, à effet au 1^{er} octobre 2016

2 postes à temps complet d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe, à effet au 1^{er} septembre 2016

4 postes à temps complet d'adjoint d'animation 2^{ème} classe dont 2 à effet au 1^{er} septembre 2016

1 poste à temps complet d'adjoint du patrimoine 2^{ème} classe, à effet au 1^{er} septembre 2016

4 postes à temps complet d'agent territorial spécialisé des écoles maternelles principal 2^{ème} classe

1 poste à temps complet d'auxiliaire de puériculture de 1^{ère} classe

3 postes à temps complet d'auxiliaire de puériculture principal 2^{ème} classe, dont 2 à effet au 1^{er} septembre 2016

Catégorie B

1 poste à temps complet de rédacteur

3 postes à temps complet d'éducateur de jeunes enfants

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'ADOPTER les créations et suppressions de postes budgétaires citées ci-dessus, aux dates d'effet indiquées,

D'INSCRIRE au budget principal de la Ville de Sassenage les crédits nécessaires, chapitre 012.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER les créations et suppressions de postes budgétaires citées ci-dessus, aux dates d'effet indiquées,

D'INSCRIRE au budget principal de la Ville de Sassenage les crédits nécessaires, chapitre 012.

| |
|---|
| 10 - DGASR – PÔLE RESSOURCES HUMAINES ET COMPÉTENCES – OCTROI D'UN CONGÉ BONIFIÉ |
|---|

Christian COIGNÉ,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et, notamment, son article 57, 1° précisant qu'un fonctionnaire territorial originaire des départements de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique, de Mayotte, de la Réunion et de Saint-Pierre-et-Miquelon exerçant en métropole, bénéficie, sur sa demande, du régime de congé bonifié, institué pour les fonctionnaires de l'Etat ;

VU le décret n° 78-399 du 20 mars 1978 relatif, pour les départements d'Outre-mer, à la prise en charge des frais de voyage de congés bonifiés accordés aux magistrats et fonctionnaires civils de l'Etat ;

VU le décret n° 88-168 du 15 février 1988 pris pour l'application des dispositions du deuxième alinéa du 1° de l'article 57 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU la circulaire ministérielle n° 002129 du 3 janvier 2007 relative aux conditions d'attribution des congés bonifiés aux agents des trois fonctions publiques ;

CONSIDERANT la demande de M. Jean-Marc ANNEVILLE, adjoint d'animation de 2^{ème} classe titulaire, remplissant les conditions statutaires d'octroi d'un congé bonifié ;

INDIQUE qu'un congé bonifié peut être accordé à M. Jean-Marc ANNEVILLE, aux conditions statutaires.

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'ACCORDER à M. Jean-Marc ANNEVILLE, fonctionnaire territorial, les avantages liés à un congé bonifié, en matière de bonification de congé annuel, de majoration de sa rémunération, de prise en charge des frais de voyage pour sa fille, son épouse et lui-même,

D'INSCRIRE au budget principal de la Ville de Sassenage les crédits nécessaires, chapitre 011/6251.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ACCORDER à M. Jean-Marc ANNEVILLE, fonctionnaire territorial, les avantages liés à un congé bonifié, en matière de bonification de congé annuel, de majoration de sa rémunération, de prise en charge des frais de voyage pour sa fille, son épouse et lui-même,

D'INSCRIRE au budget principal de la Ville de Sassenage les crédits nécessaires, chapitre 011/6251.

| |
|--|
| 11 - DGASR – PÔLE RESSOURCES HUMAINES ET COMPÉTENCES – AUTORISATION DE PRINCIPE DE RECRUTER DES AGENTS CONTRACTUELS |
|--|

Jérôme GIACHINO,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et, notamment, son article 3, précisant la possibilité de recrutements temporaires d'agents contractuels sur des emplois non permanents pour faire face à un besoin spécifique ;

VU le décret n° 2015-1912 du 29 décembre 2015 portant diverses dispositions relatives aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

VU la délibération du conseil municipal du 10 février 2003 adoptant le principe de recrutement de personnels remplaçants ou de personnels saisonniers non titulaires, compte tenu des besoins supplémentaires ponctuels, de remplacements de personnels, ou dans l'attente de recrutements de personnels titulaires, et les rémunérant au 1^{er} échelon du grade correspondant au profil de poste ;

CONSIDERANT l'évolution de la législation ;

CONSIDERANT les besoins ponctuels des services en matière de remplacement des agents titulaires ou contractuels, momentanément absents, affectés sur des postes pérennes ;

INDIQUE la nécessité d'autoriser M. le Maire ou son représentant, à procéder aux recrutements d'agents contractuels, selon les besoins des services, et à fixer leur grade correspondant et leur rémunération, dans le cadre réglementaire, selon la mission demandée et leur expérience professionnelle.

INDIQUE la nécessité d'autoriser M. le Maire ou son représentant, à signer les contrats et autres pièces administratives réglementaires, concernant les personnels recrutés, sous contrat, en remplacement des agents titulaires ou contractuels, momentanément absents.

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'AUTORISER M. le Maire ou son représentant à recruter, à signer les contrats et autres pièces administratives réglementaires, à fixer le grade et la rémunération, dans le cadre de recrutement de contractuels répondant à un besoin de remplacement d'un agent momentanément absent.

D'INSCRIRE au budget principal de la Ville de Sassenage les crédits nécessaires, chapitre 012.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'AUTORISER M. le Maire ou son représentant à recruter, à signer les contrats et autres pièces administratives réglementaires, à fixer le grade et la rémunération, dans le cadre de recrutement de contractuels répondant à un besoin de remplacement d'un agent momentanément absent.

La présente délibération remplace la délibération du conseil municipal du 10 février 2003, ci-dessus visée.

D'INSCRIRE au budget principal de la Ville de Sassenage les crédits nécessaires, chapitre 012.

| |
|---|
| 12 - DGASR – PÔLE RESSOURCES HUMAINES ET COMPÉTENCES – CRÉATIONS DE POSTES NON PERMANENTS D'AGENTS CONTRACTUELS ET LEUR RÉMUNÉRATION |
|---|

Jérôme GIACHINO,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et, notamment, son article 3, précisant la possibilité de recrutements temporaires d'agents contractuels sur des emplois non permanents pour faire face à un besoin spécifique ;

VU le décret n° 2015-1912 du 29 décembre 2015 portant diverses dispositions relatives aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

VU la délibération du conseil municipal du 10 février 2003 adoptant le principe de recrutement de personnels remplaçants ou de personnels saisonniers non titulaires, compte tenu des besoins supplémentaires ponctuels, de remplacements de personnels, ou dans l'attente de recrutements de personnels titulaires, et les rémunérant au 1^{er} échelon du grade correspondant au profil de poste ;

VU la délibération municipale du 16 juin 2016 autorisant M. le Maire ou son représentant à recruter, à signer les contrats et autres pièces administratives réglementaires, à fixer le grade et la rémunération, dans le cadre de recrutement de contractuels répondant à un besoin de remplacement d'un agent momentanément absent.

CONSIDERANT la nécessité de délibérer annuellement et rendant obsolète la délibération du conseil municipal du 10 février 2003, ci-dessus visée ;

CONSIDERANT les besoins de renfort ponctuels de certains services en période de vacances scolaires, pour l'année 2016 ;

INDIQUE la nécessité de créer, ponctuellement, les postes budgétaires suivants :

| SERVICE | MISSION | NOMBRE et temps de travail | PERIODE DE VACANCES SCOLAIRES | GRADE DE REFERENCE | ECHELON et INDICE BRUT |
|-----------------------|--|---|---|---|---|
| Jeunesse | Chantier jeune | 64 à temps non complet 20h/semaine | Printemps Eté Automne | Adjoint technique 2 ^{ème} classe | 1 ^{er} échelon, IB 340 |
| Jeunesse | Animation | 4 2 à temps complet | Eté Automne | Adjoint d'animation 2 ^{ème} classe | 1 ^{er} échelon, IB 340 |
| Multi- sports | Animation ou entretien | 11 2 à temps complet | Eté Automne | Adjoint d'animation/technique 2 ^{ème} classe | 1 ^{er} échelon, IB 340 |
| Enfance | Animation ou entretien Mercredis | 18 10 10 4 | Eté Automne Hiver Année 2016 | Vacataire | Forfait vacation |
| Piscine | Agent de caisse Entretien Surveillant de baignade Maître nageur | 5 1 4 1 | Eté | Adjoint technique 2 ^{ème} classe Idem Adjoint d'animation 2 ^{ème} classe Educateur sportif | 1 ^{er} échelon, IB 340 1 ^{er} échelon, IB 340 1 ^{er} échelon, IB 348 |
| Cuves de Sassenage | Guide | 6 | Eté | Adjoint d'animation 2 ^{ème} classe | 1 ^{er} échelon, IB 340 |

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'ADOPTER les créations de postes budgétaires, citées ci-dessus, dans la limite des périodes mentionnées.

D'INSCRIRE au budget principal de la Ville de Sassenage les crédits nécessaires, chapitre 012.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER les créations de postes budgétaires, citées ci-dessus, dans la limite des périodes mentionnées.

D'INSCRIRE au budget principal de la Ville de Sassenage les crédits nécessaires, chapitre 012.

| |
|---|
| <p align="center">13 - PÔLE VIE DE LA CITÉ - CENTRE ASSOCIATIF SAINT -EXUPÉRY - ACTUALISATION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR</p> |
|---|

Michel VENDRA,

VU l'article L. 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le règlement intérieur en vigueur au centre associatif Saint –Exupéry de Sassenage;

CONSIDERANT que l'actualisation du règlement intérieur du centre associatif Saint-Exupéry est nécessaire afin de prendre en compte la possibilité de remboursement partiel des cotisations déjà versées par les adhérents au centre, sur justificatif médical ou de déménagement ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER l'actualisation du 1) du règlement intérieur ci-annexé du Centre associatif Saint-Exupéry de Sassenage :

« **Tout abandon en cours d'année devra être justifié** par une demande écrite et motivée afin que l'intégralité du paiement de l'année ne soit pas exigible. Seules les interruptions pour raison médicale ou déménagement donneront droit à un remboursement partiel des droits d'inscription du trimestre dû et commencé. Un certificat médical ou un justificatif de déménagement devront être fournis».

DE PRECISER que chaque remboursement partiel de cotisation au centre Saint-Exupéry déjà payée fera ensuite l'objet d'une décision individuelle du Maire en application des modifications du règlement intérieur approuvées par la présente délibération, sur justificatif médical ou de déménagement dûment fourni par l'utilisateur demandeur.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'APPROUVER l'actualisation du 1) du règlement intérieur ci-annexé du Centre associatif Saint-Exupéry de Sassenage :

« **Tout abandon en cours d'année devra être justifié** par une demande écrite et motivée afin que l'intégralité du paiement de l'année ne soit pas exigible. Seules les interruptions pour raison médicale ou déménagement donneront droit à un remboursement partiel des droits d'inscription du trimestre dû et commencé. Un certificat médical ou un justificatif de déménagement devront être fournis».

DE PRECISER que chaque remboursement partiel de cotisation au centre Saint-Exupéry déjà payée fera ensuite l'objet d'une décision individuelle du Maire en application des modifications du règlement intérieur approuvées par la présente délibération, sur justificatif médical ou de déménagement dûment fourni par l'usager demandeur.

| |
|--|
| 14 - PÔLES CULTURELS – CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT COMMUNAL DE SASSENAGE - ACTUALISATION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR |
|--|

Séverin BATFROI,

VU l'article L. 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le règlement intérieur en vigueur du Conservatoire à Rayonnement Communal de Sassenage ;

EXPOSE que compte tenu que l'actualisation du règlement intérieur du Conservatoire à Rayonnement Communal de Sassenage est nécessaire ;

PRECISE que cette modification porte sur :

- les modalités de fonctionnement du CRC Alfred Gaillard,
- les conditions d'admissions et d'inscription des élèves,
- des dispositions pratiques relatives à l'utilisation du matériel et des locaux ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER ce nouveau règlement intérieur du Conservatoire à Rayonnement Communal de Sassenage pour une application dès la rentrée prochaine.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'APPROUVER ce nouveau règlement intérieur du Conservatoire à Rayonnement Communal de Sassenage pour une application dès la rentrée prochaine.

| |
|--|
| 15 - PÔLES CULTURELS – CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT COMMUNAL DE SASSENAGE – CHARTE DE L'ENSEIGNEMENT MUSICAL DU TERRITOIRE RIVE GAUCHE |
|--|

Séverin BATFROI,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

VU le Schéma d'orientation pédagogique de l'enseignement initial de la musique (2008) du Ministère de la Culture ;

VU la Charte de l'enseignement artistique spécialisé (2001) ;

CONSIDERANT la volonté de :

- Développer des coopérations de territoire en matière d'enseignement artistique et culturel pour une offre pluridisciplinaire et équilibrée d'enseignement par bassin de vie
- Inscrire son action dans le cadre d'une éducation culturelle renforcée: musique à l'école, aménagement d'horaires, liens avec le périscolaire, projets d'éducation artistique...
- Mettre en œuvre un enseignement artistique prenant appui sur des projets d'établissement.

CONSIDERANT le projet de charte de l'enseignement musical territoire Rive Gauche Claix, Fontaine, Sassenage, Seyssinet-Pariset, Seyssins qui décline des valeurs et objectifs partagés en faveur du développement des enseignements artistiques et des pratiques culturelles ;

SOULIGNE que celle-ci a fait l'objet d'une concertation entre les écoles de musique municipales de Sassenage et Fontaine, école municipale de musique et danse de Seyssinet-Pariset, et les écoles associatives de Seyssins et Claix ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER la charte de l'enseignement musical territoire Rive Gauche entre Claix, Fontaine, Sassenage, Seyssinet-Pariset, et Seyssins dont le projet est ici annexée,

PROPOSE d'autoriser Monsieur le Maire, Christian COIGNÉ, à signer cette charte.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'APPROUVER la charte de l'enseignement musical territoire Rive Gauche entre Claix, Fontaine, Sassenage, Seyssinet-Pariset, et Seyssins dont le projet est ici annexée,

PROPOSE d'autoriser Monsieur le Maire, Christian COIGNÉ, à signer cette charte.

| |
|--|
| 16 - PÔLES CULTURELS – CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT COMMUNAL DE SASSENAGE – ADOPTION DU PROJET D'ÉTABLISSEMENT |
|--|

Séverin BATFROI,

VU l'article L. 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le projet d'établissement du Conservatoire à Rayonnement Communal de Sassenage ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER le projet d'établissement du Conservatoire à Rayonnement Communal Alfred Gaillard de Sassenage ci-annexé pour une application dès la rentrée prochaine.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'APPROUVER le projet d'établissement du Conservatoire à Rayonnement Communal Alfred Gaillard de Sassenage ci-annexé pour une application dès la rentrée prochaine.

| |
|---|
| 17 - PÔLES CULTURELS – THÉÂTRE EN ROND – RÈGLEMENT PAR CARTE BANCAIRE À DISTANCE VIA INTERNET (VENTE EN LIGNE) |
|---|

Michel VENDRA,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

CONSIDERANT la modernisation des moyens de paiement et d'encaissement, qui permet aux usagers de payer par carte bancaire sur place et à distance par internet ;

CONSIDERANT la mise en place de la vente en ligne de billets de spectacles sur le site internet sécurisé du Théâtre en Rond,

CONSIDERANT la nécessité d'intégrer une interface sur le site internet du Théâtre en Rond en lien avec le logiciel de billetterie spécifique utilisé et la souscription à un contrat de service avec la société PAYBOX SYSTEM ou toute autre société proposant un service équivalent ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER la mise en place de la vente en ligne pour l'achat de places de spectacles (vente à distance par carte bancaire) du Théâtre en Rond,

D'ACCEPTER de prendre en charge les risques de rejets de paiement résultant de la vente à distance par carte bancaire,

DE LIMITER le montant des transactions conformément à l'article 1341 du code civil,

DE CONSERVER dans une base de données hautement sécurisée, les références de chaque transaction pendant une durée minimum de 12 mois ;

D'AUTORISER le Maire à signer tout contrat à intervenir et à effectuer l'ensemble des opérations y afférent et en particulier le mandatement de tous les frais bancaires à la charge de la collectivité au compte budgétaire 627 - « Services bancaires et assimilés » - du budget principal de la Ville

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'APPROUVER la mise en place de la vente en ligne pour l'achat de places de spectacles (vente à distance par carte bancaire) du Théâtre en Rond,

D'ACCEPTER de prendre en charge les risques de rejets de paiement résultant de la vente à distance par carte bancaire,

DE LIMITER le montant des transactions conformément à l'article 1341 du code civil,

DE CONSERVER dans une base de données hautement sécurisée, les références de chaque transaction pendant une durée minimum de 12 mois ;

D'AUTORISER le Maire à signer tout contrat à intervenir et à effectuer l'ensemble des opérations y afférent et en particulier le mandatement de tous les frais bancaires à la charge de la collectivité au compte budgétaire 627 - « Services bancaires et assimilés » - du budget principal de la Ville

| |
|--|
| <p>18 - DAE – PÔLE ACHATS ET MOYENS GÉNÉRAUX – SUBVENTIONS POUR LES TRAVAUX DE RESTAURATION-EGLISE DU BOURG</p> |
|--|

Amédée MATRAIRE,

VU les articles L 2331-5 et L 2331-6 du Code général des collectivités territoriales ;

CONSIDERANT qu'il appartient aux collectivités de financer la conservation des édifices cultuels ;

CONSIDERANT la nécessité de réaliser des travaux de restauration de l'Eglise St Pierre classée à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques ;

CONSIDERANT que, sous réserve d'éligibilité, ces travaux peuvent faire l'objet d'une subvention au titre de l'enveloppe parlementaire ;

CONSIDERANT le plan de financement suivant :

| Financement | Montant (HT) |
|------------------------------------|---------------------|
| Enveloppe Parlementaire | 5 000 € |
| Autofinancement | 18 738 € |
| TOTAL | 23 738.00 € |

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE SOLLICITER une aide financière au titre de l'enveloppe parlementaire du Député de l'Isère Michel DESTOT;

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tous documents afférents à la demande de subvention.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

DE SOLLICITER une aide financière au titre de l'enveloppe parlementaire du Député de l'Isère Michel DESTOT;

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tous documents afférents à la demande de subvention.

| |
|--|
| <p align="center">19 - DAE – PÔLE ACHATS ET MOYENS GÉNÉRAUX – TRANSFERT À LA MÉTROPOLE DES VOIRIES ET DES ESPACES DÉDIÉS AUX DÉPLACEMENTS</p> |
|--|

Nathalie BRITES,

VU le code général des collectivités et notamment son article L.5217-5 ;

VU la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 relative à la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles qui prévoit le transfert de compétence en matière de voirie et d'espaces publics dédiés aux déplacements urbains ;

VU la délibération du conseil communautaire de la Métropole en date du 7 novembre 2014 ;

VU la délibération n° 3 du conseil municipal en date du 18 décembre 2014 ;

INDIQUE que les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier situés sur le territoire de la Métropole et utilisés pour l'exercice des compétences transférées sont mis, de plein droit, à titre gratuit, à disposition de la Métropole par les communes membres. Ces biens et droits

sont transférés dans le patrimoine au plus tard un an après la date de la première réunion du conseil de la Métropole, soit le 6 février 2016. A compter de la mise à disposition puis du transfert, la Métropole, bénéficiaire, assume l'ensemble des droits et obligations du propriétaire ;

INDIQUE que deux procès-verbaux sont proposés : l'un portant sur l'identification des voiries transférées, leur hiérarchisation et leur zonage, l'autre sur le diagnostic visuel de l'état des chaussées ;

PROPOSE au Conseil Municipal:

DE PRENDRE ACTE de la mise à disposition puis du transfert des biens et droits nécessaires à l'exercice de la compétence de la voirie et des espaces publics dédiés aux déplacements urbains,

D'AUTORISER le Maire à signer les procès-verbaux correspondants et toute pièce utile au dossier.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par VINGT SIX voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. David BUISSON - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA**

*** SIX ABSTENTION(S), M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD**

DECIDE,

DE PRENDRE ACTE de la mise à disposition puis du transfert des biens et droits nécessaires à l'exercice de la compétence de la voirie et des espaces publics dédiés aux déplacements urbains,

D'AUTORISER le Maire à signer les procès-verbaux correspondants et toute pièce utile au dossier.

| |
|---|
| 20 - DAE – PÔLE ACHATS ET MOYENS GÉNÉRAUX – GROUPEMENT DE COMMANDES – ACHAT DU GAZ |
|---|

Amédée MATRAIRE,

VU le code général des collectivités locales, notamment son article L 2131-1 ;

VU le code de l'énergie, et notamment ses articles L. 441-1 à 5 ;

VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

VU le décret n° 2016-360 en date du 26 mars 2016 relatifs aux marchés publics et notamment les articles 78 et 79;

CONSIDERANT que le marché du gaz naturel est ouvert à la concurrence depuis le 1^{er} juillet 2004 ;

CONSIDERANT qu'à compter du 1^{er} janvier 2015 la passation d'un marché public pour l'alimentation en gaz est obligatoire pour les personnes publiques ;

PROPOSE, dans un souci de gestion efficiente et en vue de rationaliser l'achat de fourniture et d'acheminement de gaz naturel, d'optimiser la mise en concurrence et de mutualiser les frais de gestion du montage du marché, d'intégrer le groupement de commandes constitué des villes d'Echirolles, Saint-Martin-d'Hères, Le Pont de Claix, Fontaine et Champ sur Drac et les CCAS d'Echirolles, Saint-Martin-d'Hères et Fontaine;

INDIQUE que la convention constitutive de ce groupement désigne la ville de Pont de Claix en qualité de coordonnateur chargé d'organiser la procédure commune de mise en concurrence.

Chaque partie signera, notifiera et assumera l'exécution du marché subséquent qui le concerne.

Une commission d'appel d'offres ad hoc sera constituée des représentants des membres du groupement et se réunira, conformément à la réglementation, pour choisir l'entreprise retenue au terme de la procédure de mise en concurrence.

Ce groupement de commandes sera constitué après la signature de la convention constitutive et dès transmission des actes au contrôle de légalité de la préfecture de l'Isère ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER le projet de convention de groupement d'achat ci-annexé entre les villes d'Echirolles, Saint-Martin-d'Hères, Le Pont de Claix, Fontaine, Sassenage et Champ sur Drac et les CCAS d'Echirolles, Saint-Martin-d'Hères, Fontaine et Sassenage,

DE DESIGNER la Ville De Pont de Claix comme coordonnateur du groupement de commandes,

DE DESIGNER M. Amédée MATRAIRE comme représentant titulaire et M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS comme représentant suppléant pour siéger à la commission d'appel d'offres du groupement de commandes,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention ainsi que tout document s'y rapportant

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'APPROUVER le projet de convention de groupement d'achat ci-annexé entre les villes d'Échirolles, Saint-Martin-d'Hères, Le Pont de Claix, Fontaine, Sassenage et Champ sur Drac et les CCAS d'Échirolles, Saint-Martin-d'Hères, Fontaine et Sassenage,

DE DESIGNER la Ville De Pont de Claix comme coordonnateur du groupement de commandes,

DE DESIGNER M. Amédée MATRAIRE comme représentant titulaire et M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS comme représentant suppléant pour siéger à la commission d'appel d'offres du groupement de commandes,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention ainsi que tout document s'y rapportant

| |
|---|
| <p align="center">21 - DAE – PÔLE ACHATS ET MOYENS GÉNÉRAUX – CONVENTION DE PRESTATIONS DE SERVICES AVEC LA COMMUNE DE NOYAREY</p> |
|---|

Daniel D'OLIVIER QUINTAS,

VU le code général des collectivités locales, notamment son article L 2121-29;

VU la demande de la Ville de Noyarey sollicitant une prestation d'accompagnement en matière d'achat public ;

PROPOSE que la Ville de Sassenage assure une prestation globale en matière de commande publique concernant certains achats au regard de leur complexité et sur demande de la Commune de Noyarey ;

INDIQUE que la commune de Sassenage apportera une aide sur le type de procédure applicable, la rédaction des pièces de marché tant techniques qu'administratives, l'analyse des candidatures et des offres et apportera une veille juridique constante aux services de la ville de Noyarey ;

INDIQUE que le coût forfaitaire de la prestation, sera facturé après service fait, à hauteur de 28.80 € TTC de l'heure, ce coût couvrant les frais chargés d'un agent.
Le coût de la prestation pourra être réévalué par avenant, en fonction des éventuelles évolutions ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER le projet de convention de prestations de services entre les villes de Sassenage et Noyarey,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention ainsi que tout document s'y rapportant.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'APPROUVER le projet de convention de prestations de services entre les villes de Sassenage et Noyarey,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention ainsi que tout document s'y rapportant.

| |
|--|
| <p>22 - DAE- PÔLE ACHATS ET MOYENS GÉNÉRAUX– TRAVAUX D'AMÉNAGEMENTS DE PROTECTION DES PERSONNES ET DES BIENS CONTRE LES CRUES DU FURON- AVENANTS AUX MARCHÉS DE TRAVAUX</p> |
|--|

Amédée MATRAIRE,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2131-2 ;

VU le décret du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et notamment son article 139;

VU l'avis de la commission d'appels d'offres en date du 3 juin 2016 ;

CONSIDERANT qu'en raison de sujétions techniques imprévues rencontrées pendant l'exécution du chantier, il a été constaté des travaux supplémentaires à réaliser ;

INDIQUE que concernant le lot 1, dont l'attributaire est l'entreprise Converso, il s'avère nécessaire de modifier le marché en raison du déplacement de la passerelle du Lavoir 40 m en aval sur demande de l'Architecte des Bâtiments de France ainsi que l'adaptation du projet d'aménagement avec la mise en place de batardeaux et l'intégration de prescriptions particulières ;

INDIQUE que concernant le lot 2, dont l'attributaire est l'entreprise Carron, il convient d'intégrer les aléas apparus en cours de chantier portant sur le réemploi des matériaux, les demandes de l'Architecte des Bâtiments de France (réalisation d'un mur de soutènement en pierres sur la partie T3 Rive droite et un aménagement de voirie en T4 Rive Gauche) ainsi que les aléas de chantier (réalisation d'une plateforme d'accès au bâtiment Actis, d'un accès au stade Pierre de Coubertin, l'intégration des demandes de La Fondation de France) ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'ADOPTER les avenants aux travaux d'aménagements de protection des personnes et des biens contre les crues du Furon :

- lot 1 : CONVERSO. Nature de l'avenant : sujétions techniques imprévues. Montant de l'avenant : 89 180.84 € HT. Montant initial du marché : 209 020.02 € HT. Nouveau montant du marché : 298 200.86 € HT

- lot 2 : CARRON. Nature de l'avenant : sujétions techniques imprévues. Montant de l'avenant : 490 248.46 € HT. Montant initial du marché : 1 771 645.09 € HT. Nouveau montant du marché : 2 261 893.55 € HT

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER les avenants aux travaux d'aménagements de protection des personnes et des biens contre les crues du Furon :

- lot 1 : CONVERSO. Nature de l'avenant : sujétions techniques imprévues. Montant de l'avenant : 89 180.84 € HT. Montant initial du marché : 209 020.02 € HT. Nouveau montant du marché : 298 200.86 € HT

- lot 2 : CARRON. Nature de l'avenant : sujétions techniques imprévues. Montant de l'avenant : 490 248.46 € HT. Montant initial du marché : 1 771 645.09 € HT. Nouveau montant du marché : 2 261 893.55 € HT

23 - DAE – PÔLE ACHATS ET MOYENS GÉNÉRAUX - AMÉNAGEMENT DES DIGUES DU FURON – AUTORISATION DE SIGNATURE DE L'AVENANT N°3 À LA CONVENTION DE TRANSFERT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE ENTRE L'ASSOCIATION SYNDICALE DE COMBOIRE À L'ECHAILLON ET LA VILLE DE SASSENAGE – OPÉRATION DIGUES DU FURON

Amédée MATRAIRE,

VU l'article L. 2122-21 6° du code général des collectivités territoriales ;

VU l'ordonnance du 17 juin 2004 modifiant la loi Maîtrise d'ouvrage publique précisant notamment que ces dispositions ne peuvent être utilisées qu'entre des pouvoirs adjudicateurs ou des entités adjudicatrices soumis à la loi MOP ;

VU l'article 2.II de la loi du 12 Juillet 1985 modifiée relative à la maîtrise d'ouvrage publique, précisant que lorsque la réalisation d'un ouvrage relève simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner par convention celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage globale de l'opération ;

VU la délibération du conseil municipal en date du 17 décembre 2012 par laquelle la Ville de Sassenage a accepté à son profit le transfert de la maîtrise d'ouvrage de l'opération d'aménagement des digues du Furon ;

VU la délibération initiale de l'ASCE en date du 13 Décembre 2012 par laquelle son président en exercice, Monsieur Alain Taesch, a été autorisé à signer la convention s'y rapportant ;

VU la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage signée le 19 décembre 2012 ;

VU la convention modificative n°1 signée le 12 Décembre 2013 faisant suite à la délibération du conseil municipal du 7 novembre 2013 ;

VU la convention modificative n°2 signée le 9 mars 2015 faisant suite à la délibération du conseil municipal du 23 février 2015 ;

VU l'avis de la commission d'appels d'offres en date du 3 juin 2016 concernant les avenants aux marchés de travaux,

CONSIDERANT que pour le lot n° 1, dont le titulaire est l'entreprise Converso, des sujétions techniques imprévues ont été rencontrées pendant l'exécution du chantier nécessitant de modifier le marché ;

CONSIDERANT la nécessité de déplacer la passerelle du Lavoir de 40 mètres en aval et l'adaptation imprévue du projet d'aménagement concernant la mise en place de batardeaux et l'intégration de prescriptions particulières provenant de l'architecte des bâtiments de France ;

CONSIDERANT que pour le lot n° 2, dont le titulaire est l'entreprise Carron, des sujétions techniques imprévues ont été rencontrées pendant l'exécution du chantier nécessitant de modifier le marché ;

CONSIDERANT notamment les difficultés apparues en cours de chantier concernant le réemploi des matériaux pour la construction des ouvrages digues et les demandes de l'Architecte des Bâtiments de France ;

PRECISE qu'il importe dès lors de modifier et de compléter la convention en répartissant les coûts de travaux et de prestations intellectuelles supplémentaires, hors actualisation et révision de prix, tels qu'ils figurent dans le tableau suivant, en fonction de la répartition des compétences de l'ASCE et de la Ville de Sassenage :

| N° Prix Marché | Désignation | montant plus valeur avenant Juin 2016 LOT 1 en € HT | montant moins valeurs avenant Juin 2016 LOT 1 en € HT | montant plus valeur avenant Juin 2016 LOT 1 en € HT | montant moins valeurs avenant Juin 2016 LOT 1 en € HT | Montant Plus valeur - Moins valeurs avenant Juin 2016 LOT 1 + 2 en € HT | montant TOTAL avenant Juin 2016 + Lot 1 et 2 en € HT | Pourcentage de calcul participation Ville | montant à charge VILLE | pourcentage de calcul participation ASCE | montant à charge ASCE |
|-----------------------------|---|---|---|---|---|--|---|--|---------------------------|---|--------------------------|
| I. | Travaux tous secteurs hors prix 1, 2 et 3 | 667 894,34 € | 316 765,42 € | 130 475,00 € | 45 294,56 € | 513 215,34 € | 2 197 695,01 € | | 529 065,89 € | | 1 668 629,12 € |
| 4 | TERRASSEMENTS GENERAUX- DEMOLITION | 580 585,00 € | 59 697,25 € | 2 565,66 € | 3 630,00 € | 299 533,35 € | 606 860,86 € | | 8 305,60 € | | 598 555,25 € |
| 5 | VOIRIES ET RESEAUX DIVERS | 10 750,00 € | 15 198,00 € | 5 097,80 € | 26 286,81 € | 26 095,91 € | 52 054,51 € | | 14 148,51 € | | 37 906,00 € |
| 6 et 9 Lot 1 | SECTEURS 1 et 2 JUSQU'À PASSERELLE DU LAVOIR | 0,00 € | 0,00 € | 51 167,40 € | 13 288,73 € | 37 908,65 € | 140 652,25 € | | 148 652,25 € | | 0,00 € |
| 6 et 7 Lot 2 | SECTEUR 3 PASSERELLE LAVOIR- RD 1532 | 89 815,20 € | 83 516,70 € | | | 36 298,50 € | 214 911,85 € | | 34 115,00 € | | 197 796,15 € |
| 8 et 10 Lot 2 | SECTEUR 4 (RD 1532-PASSERELLE DES FLEURS) | 104 712,57 € | 12 075,74 € | | | 295 036,82 € | 625 975,35 € | | 37 338,60 € | | 588 640,75 € |
| 12 et 14 Lot 2 | SECTEUR 5 (PASSERELLE DES FLEURS-PONT DU ROUTOIR) | 20 481,50 € | 11 047,35 € | | | 10 565,89 € | 283 940,66 € | | 32 275,00 € | | 251 674,66 € |
| 15, 16 et 20 Lot 2 | SECTEUR 6 (AYAL-PONT DU ROUTOIR) | 8 817,20 € | 11 014,17 € | | | 1 396,97 € | 160 975,43 € | | 85 310,20 € | | 75 065,23 € |
| 17 Lot 2 | AMENAGEMENTS PAYSAGERS compris valorisation terre végétale appartenant à la Ville de Sassenage | 14 277,19 € | 1 588,76 € | | | 19 267,43 € | 115 285,46 € | | 102 058,38 € | | 33 230,28 € |
| 18 et 20 Lot 2 | AMENAGEMENTS DE LOISIRS | 67 540,52 € | 21 623,94 € | | | 312,34 € | 21 737,66 € | | 21 737,66 € | | 0,00 € |
| 10 (Lot 3) ou 21 (Lot 2) | PSE : PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES | 0,00 € | 179 724,56 € | | 2 260,00 € | 163 844,56 € | 14 270,30 € | | 7 500,00 € | | 10 770,30 € |
| | Marché abattage | 0,00 € | 0,00 € | | | 0,00 € | 43 550,00 € | | 95,00 € | | 43 455,00 € |
| | Avenant marché abattage | 0,00 € | 0,00 € | | | 0,00 € | 16 420,00 € | | 0,00 € | | 16 420,00 € |
| PN 1, 3, 4 et 5 lot | Terrassements, Mur en L, Rampe, terre végétale, mur en pierre | 24 167,00 € | 0,00 € | 24 167,00 € | 0,00 € | 24 167,00 € | 24 167,00 € | | 9 152,00 € | | 15 015,00 € |
| PN 6 et 16 lot 1 | Travaux divers lot 1 | 48 477,50 € | 0,00 € | 48 477,50 € | 0,00 € | 48 477,50 € | 48 477,50 € | | 48 477,50 € | | 0,00 € |
| II. | Charges communes Périmètre communal et syndical | 14 292,81 € | 14 292,81 € | 7 000,00 € | 3 400,00 € | 42 217,70 € | 222 569,11 € | 21,97% | 53 522,68 € | 76,03% | 169 046,79 € |
| 1 | FRAIS GENERAUX | 13 500,00 € | 5 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 19 500,00 € | 109 151,00 € | 23,97% | 26 172,90 € | 76,03% | 82 978,10 € |
| 2 | CONTROLE QUALITE | 1 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 1 000,00 € | 7 850,00 € | 23,97% | 1 881,90 € | 76,03% | 5 968,10 € |
| 3 | TRAVAUX PREPARATOIRES ET TRAVAUX GENERAUX | 41 600,00 € | 14 500,00 € | 0,00 € | 3 400,00 € | 28 100,00 € | 185 888,34 € | 23,97% | 25 267,79 € | 76,03% | 80 100,59 € |
| III. | TOTAL TRAVAUX tous secteurs avec charges communes | 144 701,65 € | 42 625,70 € | 118 125,00 € | 46 694,56 € | 2 619 420,30 € | 7 620 264,18 € | 21,97% | 167 288,29 € | 76,03% | 7 057 675,89 € |
| IV. | Missions d'étude et divers | | | | | | 1 455 811,29 € | 23,97% | 42 558,87 € | 76,03% | 1 093 252,11 € |
| | MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE avec OPC | | | | | | 79 950,00 € | 23,97% | 19 167,09 € | 76,03% | 60 782,91 € |
| | Avenant Hydrétudes n°3 (notifié le 6 Mars 2015) et 4 hydrétudes | | | | | | 2 470,00 € | 23,97% | 592,15 € | 76,03% | 1 877,85 € |
| | Avenant n°4 Hydrétudes suivi environnemental | | | | | | 9 150,00 € | 23,97% | 2 193,61 € | 76,03% | 6 956,39 € |
| | Avenant n°5 Hydrétudes | | | | | | 18 483,79 € | 23,97% | 4 431,28 € | 76,03% | 14 052,51 € |
| | Complément Sinequanon Moe Eclairage et enfouissement Janvier 15 | | | | | | 5 000,00 € | 100,00% | 5 000,00 € | 0,00% | 0,00 € |
| | DOSSIER PLAN DE SUBMERSION RAPIDE | | | | | | 8 605,00 € | 23,97% | 2 084,53 € | 76,03% | 6 520,47 € |
| | CSPS | | | | | | 5 241,60 € | 23,97% | 1 256,61 € | 76,03% | 3 984,99 € |
| | Moe Hydrétudes échelle limnimétrique | | | | | | 2 150,00 € | 23,97% | 515,44 € | 76,03% | 1 634,56 € |
| | Echelle limnimétrique et complément système d'alarme | | | | | | 6 998,30 € | | 2 090,39 € | | 4 907,91 € |
| | Webcam échelle limnimétrique TER | | | | | | 750,00 € | 100,00% | 750,00 € | 0,00% | 0,00 € |
| | Constat d'huissier complémentaire hameau des tilleuls | 680,00 € | | | | 680,00 € | 680,00 € | 0,00% | 0,00 € | 100,00% | 680,00 € |
| | Levé de géométrie T4 RG (chemin de la Rollandière | 680,00 € | | | | 680,00 € | 680,00 € | 0,00% | 0,00 € | 100,00% | 680,00 € |
| BC séparé | Reprise mur parc pré des cuves rue gauche aval viaduc (BC séparé) | | | 3 914,00 € | | 3 914,00 € | 3 914,00 € | 100,00% | 3 914,00 € | 0,00% | 0,00 € |
| | Simulations visuelles communication de chantier | | | | | | 2 268,00 € | 23,97% | 543,87 € | 76,03% | 1 724,13 € |
| V. | TOTAL TRAVAUX ET ETUDES en € HT | | | | | | 2 765 075,68 € | 22,56% | 624 927,25 € | 77,43% | 2 140 907,72 € |
| | TVA 19,6 % | | | | | | 700 704,81 € | | 134 985,45 € | | 428 153,54 € |
| | TOTAL TRAVAUX ET ETUDES en € TTC | | | | | | 3 465 780,49 € | | 759 912,70 € | | 2 565 161,27 € |

PROPOSE au conseil municipal :

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer l'avenant n° 3 à la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage auprès de la Ville de Sassenage, telle qu'elle demeure annexée à la présente délibération, ainsi que tous actes afférents, et à déposer tout dossier de demande de subvention et d'autorisation nécessaires à l'accomplissement de ce projet ;

DE DIRE que les crédits nécessaires à ce projet figurent au budget primitif 2016 aux comptes 23 et 458.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer l'avenant n° 3 à la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage auprès de la Ville de Sassenage, telle qu'elle demeure annexée à la présente délibération, ainsi que tous actes afférents, et à déposer tout dossier de demande de subvention et d'autorisation nécessaires à l'accomplissement de ce projet ;

DE DIRE que les crédits nécessaires à ce projet figurent au budget primitif 2016 aux comptes 23 et 458.

24 - DAE – PÔLE ESPACES PUBLICS DE PROXIMITÉ - TRAVAUX D'ENFOUISSEMENT DES RÉSEAUX AÉRIENS SUR UNE PARTIE DU CHEMIN DE LA ROLLANDIÈRE ET DE LA RIVE DROITE DU FURON – CONVENTION DE SERVITUDE(S) ENTRE LE SYNDICAT DES ENERGIES DU DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE (S.E.D.I), LA SOCIÉTÉ ACTIS OPH DE LA RÉGION GRENOBLOISE ET LA COMMUNE DE SASSENAGE – PARCELLE BD 88 SISE 15, AVENUE DE VALENCE.

Amédée MATRAIRE,

VU le Code général des collectivités territoriales en son article L. 2122-21 1^{er} alinéa,

VU le Code de l'Urbanisme,

VU le projet de convention de servitude(s) établi et remis par le Syndicat des Energies de l'Isère,

INDIQUE que, dans le cadre du projet de reprise de l'alimentation en électricité basse tension souterraine de l'immeuble situé au 15, avenue de Valence, (logements attenants au groupe scolaire Vercors), il est nécessaire de procéder à la mise en place d'un câble électrique accompagné d'un coffret.

PRECISE que les travaux doivent être réalisés sur la parcelle BD 88, initialement propriété de la Commune de Sassenage mais divisée à l'occasion de la vente par cette dernière, à la société ACTIS OPH de la région Grenobloise, des logements attenants au groupe scolaire Vercors.

PRECISE que la parcelle BD 88 est désormais la propriété, pour partie, de la Commune de Sassenage et de la société ACTIS OPH de la région Grenobloise.

PROPOSE au Conseil Municipal

D'AUTORISER le Syndicat des Energies du Département de l'Isère à faire procéder aux travaux décrits précédemment au droit de la parcelle BD 88,

D'HABILITER Monsieur le Maire à signer la convention ci-annexée, destinée notamment à reconnaître le droit pour le S.E.D.I d'établir à demeure, dans une bande de 0.50m de large et sur une longueur totale d'environ 43m, 1 canalisation souterraine accompagnée de ses accessoires.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, Á L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'AUTORISER le Syndicat des Energies du Département de l'Isère à faire procéder aux travaux décrits précédemment au droit de la parcelle BD 88,

D'HABILITER Monsieur le Maire à signer la convention ci-annexée, destinée notamment à reconnaître le droit pour le S.E.D.I d'établir à demeure, dans une bande de 0.50m de large et sur une longueur totale d'environ 43m, 1 canalisation souterraine accompagnée de ses accessoires.

25 - DAE – PÔLE ESPACES PUBLICS DE PROXIMITÉ - TRAVAUX DE REPRISE ET D'EXTENSION DU RÉSEAU D'ÉCLAIRAGE PUBLIC SUR UNE PARTIE DU CHEMIN DE LA ROLLANDIÈRE ET LE LONG DE LA FUTURE PISTE CYCLABLE, EN RIVE GAUCHE DU FURON – DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DU SYNDICAT DES ENERGIES DU DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE (S.E.D.I) ET SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE RÉPARTITION DES CERTIFICATS D'ECONOMIE D'ENERGIE (C.E.E).

Amédée MATRAIRE,

VU le Code général des collectivités territoriales et son article L. 2121-29 ;

VU le chantier en cours de réalisation sur les digues du Furon et qu'à cette occasion il sera procédé : d'une part à la reprise du réseau d'éclairage public implanté le long du chemin de la Rollandière, entre les passerelles du Routoir et des fleurs, et d'autre part à son extension le long de la future piste cyclable qui va être aménagée en rive gauche, jusqu'au quai du Furon ;

CONSIDERANT que le montant des travaux est, à ce jour, estimé à 91 199.50€ H.T ;

CONSIDERANT que le S.E.D.I finance les travaux d'éclairage public au titre du retour de redevance R2 et que, dans ce cadre, la Commune de Sassenage peut solliciter l'aide financière de cette structure pour ces travaux à venir sur le réseau d'éclairage public ;

CONSIDERANT par ailleurs que l'aide financière susceptible d'être octroyée par le S.E.D.I, à la commune de Sassenage est soumise à la cession des certificats d'économie d'énergie (C.E.E) générés par ces travaux au SEDI, via une convention de répartition. A cela s'ajoute la condition qu'une attention particulière devra être portée à la performance des équipements qui seront installés ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE SOLLICITER la subvention évoquée ci-dessus ;

D'AUTORISER Monsieur le Maire à effectuer toutes démarches utiles à cet effet et notamment :

- **A DEPOSER** le dossier de demande de subvention auprès du SEDI,
- **A SIGNER** les différents documents y afférents, dont la convention de répartition avec le S.E.D.I., des Certificats d'Economie d'Energies (C.E.E) générés par ces travaux

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

DE SOLLICITER la subvention évoquée ci-dessus ;

D'AUTORISER Monsieur le Maire à effectuer toutes démarches utiles à cet effet et notamment :

- **A DEPOSER** le dossier de demande de subvention auprès du SEDI,
- **A SIGNER** les différents documents y afférents, dont la convention de répartition avec le S.E.D.I., des Certificats d'Economie d'Energies (C.E.E) générés par ces travaux

26 - DAE – PÔLE DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE – ANCIENNE ÉCOLE DES CÔTES NOTRE DAME DES VIGNES- ADOPTION DU PRINCIPE DE DÉSAFFECTATION ET DÉCLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC ET AUTORISATION DONNÉE À LA SDH (SOCIÉTÉ DAUPHINOISE POUR L'HABITAT) DE DÉPOSER DES DEMANDES D'AUTORISATIONS D'URBANISME

Jean-Pierre SERRAILLIER,

VU l'article L 2121-29 du Code Général des collectivités territoriales ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques et notamment son article L.2141-1 et suivants ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU l'arrêté préfectoral n°2014 212-022 en date du 31 juillet 2014 constatant la carence de la commune de Sassenage au motif qu'elle n'a pas atteint son objectif en matière de production de logements locatifs sociaux sur la période triennale 2011-2013 ;

VU la délibération du Conseil municipal en date du 7 février 2002 constatant la désaffectation des deux anciens logements d'instituteurs de l'école des Côtes, après avis favorable du Préfet en date du 30 mai 2002 ;

VU la délibération du Conseil municipal en date du 18 décembre 2003 constatant la désaffectation des locaux à usage scolaire de l'ancienne école des Côtes sur avis favorable du Préfet en date du 1^{er} décembre 2003 ;

CONSIDERANT que la commune de Sassenage envisage de céder les parcelles cadastrées section BK n°41 sise au 29 rue de l'Eglise Notre Dame des Vignes, ainsi que les parcelles BK n°306 et BK n°309 sises au 31 rue de l'Eglise Notre Dame des Vignes, et correspondant à l'accès du site ;

CONSIDERANT que le tènement est constitué de bâtiments anciennement affectés à l'usage scolaire, ancienne école des Côtes Notre Dame des Vignes, et de deux anciens logements instituteurs ;

CONSIDERANT qu'à ce jour, les biens de l'ancienne école des Côtes sont affectés à l'usage du public par la mise à disposition des locaux au profit d'associations et pour du logement d'urgence ;

CONSIDERANT que dans le cadre du constat de carence prononcé par arrêté préfectoral du 31 juillet 2014, la commune envisage de céder ce patrimoine afin de répondre aux objectifs de production de logements sociaux assignés à la commune, et fixés notamment par la loi SRU en date du 13 décembre 2000 et la loi ALUR en date du 24 mars 2014 imposant la réalisation de 25 % de logements sociaux à l'horizon 2025 ;

CONSIDERANT que dans ce cadre, la Société Dauphinoise pour l'Habitat (SDH) a été retenue pour réaliser une opération de démolition et reconstruction d'un programme immobilier de 11 logements locatifs sociaux, comprenant également la création d'une salle destinée à l'usage du public en Vente en l'état futur d'achèvement (VEFA) à l'intérieur du bâtiment ;

CONSIDERANT que dans la mesure où le tènement global constituant l'ancien groupe scolaire est destiné à être vendu, le Conseil municipal doit procéder préalablement à sa désaffectation et doit prononcer son déclassement afin de l'intégrer au domaine privé de la commune, et ce conformément aux dispositions de l'article L.2141-1 du code général de la propriété des personnes publiques ;

CONSIDERANT que la libération du site de l'ancienne école des Côtes est en cours ;

CONSIDERANT que la SDH procède actuellement à la finalisation du montage opérationnel de ce projet, et qu'il convient de déposer les autorisations d'urbanisme nécessaires avant que les parcelles cadastrées BK n°41, BK n°306 et BK n°309 soient sorties du domaine public ;

CONSIDERANT que le dépôt d'une demande de permis de construire ainsi que sa délivrance sur une dépendance du domaine public requiert un accord de principe du Conseil Municipal consacrant le principe de la désaffectation et du déclassement ;

CONSIDERANT que dans l'attente de la finalisation du projet, il est proposé au Conseil municipal d'adopter le principe de la désaffectation et du déclassement du domaine public communal de ce tènement, étant précisé que la désaffectation et le déclassement définitifs ne pourront être effectifs qu'après la libération complète des locaux ;

CONSIDERANT qu'en vue d'optimiser les délais, il est proposé d'autoriser, dès à présent, la SDH (Société Dauphinoise pour l'Habitat) ou son représentant à déposer les autorisations

d'urbanisme nécessaires sur les parcelles communales cadastrées section BK n°41 et BK n°306 et n°309 ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

Pour permettre la réalisation d'un programme de logements locatifs sociaux sur le tènement communal :

- **D'ADOPTER** le principe de la désaffectation et du déclassement du domaine public communal de la parcelle BK n°41 sise au 29 rue de l'Eglise Notre Dame des Vignes, BK n°306 et 309 sises au 31 rue de l'Eglise Notre Dame des Vignes, en vue de l'aliénation à intervenir.
- **D'AUTORISER** la SDH ou son représentant à déposer, dès à présent, toutes les demandes d'autorisations d'urbanisme nécessaires sur les parcelles BK n°41, n°306 et n°309.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

Pour permettre la réalisation d'un programme de logements locatifs sociaux sur le tènement communal :

- **D'ADOPTER** le principe de la désaffectation et du déclassement du domaine public communal de la parcelle BK n°41 sise au 29 rue de l'Eglise Notre Dame des Vignes, BK n°306 et 309 sises au 31 rue de l'Eglise Notre Dame des Vignes, en vue de l'aliénation à intervenir.
- **D'AUTORISER** la SDH ou son représentant à déposer, dès à présent, toutes les demandes d'autorisations d'urbanisme nécessaires sur les parcelles BK n°41, n°306 et n°309.

27 - DAE - PÔLE DÉVELOPPEMENT URBAIN ET DURABLE – ECOLES DE MUSIQUE, DES PIES ET DU HAMEAU DU CHÂTEAU : HABILITATION DONNÉE AU MAIRE À DÉPOSER LES AUTORISATIONS D'URBANISME OU DE TRAVAUX POUR DIVERS AMÉNAGEMENTS.

Daniel D'OLIVIER QUINTAS,

VU la délibération du Conseil municipal en date du 10 septembre 2015 ayant pour objet l'engagement de la commune dans l'élaboration d'un Agenda d'Accessibilité Programmée (AD'AP);

VU le Code de construction et de l'habitation, et notamment les articles L.111-8 et R.111-19 et suivants; et L.122-1 et suivants;

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L.421-1 et suivants, R 421-1 ;

INFORME que dans le cadre de la gestion de son patrimoine et des inscriptions budgétaires 2016, la commune de Sassenage envisage de réaliser divers travaux au sein de ces bâtiments publics, et ce sur plusieurs sites ;

CONSIDERANT que les travaux ou opérations à venir concernent l'école de Musique, parcelle cadastrée section BD n°99 sise au 4 square de la Libération, l'école des Pies, parcelle cadastrée section BB n°77, sise au 4 rue du Parc Messkirch, et l'école du Hameau, parcelle cadastrée section AS n°17, sise au 4 rue Paul Verlaine ;

PRECISE que les travaux envisagés pour l'école de Musique ont pour objet la réalisation de travaux d'aménagement intérieur relatifs à la sécurité-incendie au sous-sol du bâtiment (cloisonnement des locaux de stockage et de la chaufferie) ;

PRECISE que les travaux envisagés pour l'école des Pies consistent à remplacer les menuiseries extérieures de l'école maternelle au premier étage (côté cour intérieure), à procéder à divers aménagements relatifs à l'accessibilité dans le cadre de l'AD'AP dont la mise en place d'un ascenseur extérieur, et enfin à installer un portail avec interphone à l'entrée des écoles maternelle et primaire ;

PRECISE que les travaux à réaliser pour l'école du Hameau du château consistent à réaliser un préau ouvert sur la façade sud de l'école maternelle, et à remplacer les menuiseries extérieures ;

CONSIDERANT que dans le cadre de la gestion du patrimoine et des inscriptions budgétaires 2016, les travaux à réaliser nécessitent soit une autorisation d'urbanisme ou de travaux ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'habiliter Monsieur le Maire à déposer toutes autorisations d'urbanisme ou de travaux nécessaires pour les opérations ou travaux inscrits au budget primitif 2016 ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'HABILITER Monsieur le Maire à déposer toutes les autorisations d'urbanisme ou de travaux relatives aux opérations mentionnées ci-dessus concernant l'école des Pies, l'école du Hameau du château, et l'école de musique ;

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à cet effet.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'HABILITER Monsieur le Maire à déposer toutes les autorisations d'urbanisme ou de travaux relatives aux opérations mentionnées ci-dessus concernant l'école des Pies, l'école du Hameau du château, et l'école de musique ;

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à cet effet.

POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME.
SASSENAGE, le 17 juin 2016



Le Maire

Christian COIGNÉ.

Affichage le :

lundi 20 juin 2016